



Populisme, néo-patrimonialisme et démocratie en Algérie

Lahouari ADDI

Professeur en Sociologie Politique à l'IEP de Lyon

In R. Gallissot, *Populismes du Tiers Monde*, l'Harmattan, 1997

Sommaire

- [Le populisme comme négation du politique](#)
- [Populisme et Néo-patrimonialisme](#)
- [Les contradictions du populisme](#)
- [Populisme et Démocratie](#)

Texte intégral

S'il y a une notion qui peut qualifier le système politique algérien de sa naissance à nos jours, c'est bien la notion de populisme. Pour des raisons sociales, culturelles, historiques, le populisme a servi de fondement idéologique au mouvement de libération nationale d'abord, et au régime de l'Algérie indépendante ensuite. Mais alors que les émeutes d'octobre 1988 semblaient marquer son acte de décès, il s'est avéré qu'il n'a fait que désertier les sphères du pouvoir pour alimenter une opposition religieuse radicale. En effet, les difficultés, voire même l'échec, de la démocratisation tiennent en fait à la prégnance du populisme dans la "culture politique" ambiante. Le populisme, qui repose sur le postulat de l'unité du corps politique - le peuple - s'oppose à la démocratie en ce que celle-ci institutionnalise les divergences économiques et idéologiques du corps social ce qui affaiblirait le peuple face à ses ennemis extérieurs et intérieurs. Dans cet article, nous rappellerons sur quoi repose le populisme algérien, sa relation avec la logique néo-patrimoniale et enfin pourquoi il a fait échouer, au moins momentanément, la démocratisation.

[Le populisme comme négation du politique](#)

Auparavant, il conviendrait peut-être de préciser ce que l'on entend par populisme. Du point de vue historique, le populisme dans sa forme moderne est apparu en Russie tsariste dans la seconde moitié du XIXe siècle. Le populisme russe de cette époque considérait la paysannerie russe comme la seule vraie classe révolutionnaire et cherchait à faire perdurer les vieilles structures agraires pour s'opposer au développement industriel et au capitalisme. Mais à la fin du siècle, avec la pénétration du marxisme en Russie, le populisme perd du terrain au profit d'organisations ouvrières qui prônent le développement de l'infrastructure industrielle et la transition consciente vers le socialisme. Selon les pays, selon les historiques, le populisme présente des variantes; le populisme américain, le populisme latino-américain, le populisme arabe, etc.

La caractéristique essentielle du populisme algérien est qu'il considère le peuple comme la vraie force révolutionnaire. Le peuple est conçu comme un corps politique homogène, non traversé de divergences majeures. Le Programme de Tripoli, texte idéologico-politique adopté en juin 1962 par l'instance suprême du FLN, hiérarchise le corps politique de la manière suivante : « 1. Les paysans pauvres.,.Il s'agit des ouvriers agricoles permanents ou

saisonniers, des khammès et des petits métayers, auxquels peuvent s'ajouter les tout petits propriétaires; 2. Le prolétariat, relativement peu nombreux et le sous-prolétariat pléthorique des villes...; 3. Une autre catégorie; sociale intermédiaire, est celle des artisans, petits et moyens employés, fonctionnaires, petits commerçants et certains membres des fonctions libérales, le tout constituant ce qu'on pourrait appeler la petite bourgeoisie. Cette catégorie a participé souvent activement à la lutte libératrice en lui donnant des cadres politiques; 4. Il y a enfin une classe bourgeoise relativement peu importante composée d'hommes d'affaires, de gros négociants, de chefs d'entreprises et de rares industriels. À cette classe, s'ajoute celle des gros propriétaires fonciers et des notables de l'Administration coloniale. Ces deux dernières couches ont participé au mouvement d'une façon épisodique, soit par conviction politique, soit par opportunisme. Il y a lieu d'en excepter les féodaux administratifs notoires et les traîtres qui ont pris fait et cause pour le colonialisme." (pp.39-40).

Ainsi, selon le Programme de Tripoli, le peuple réunit tous les Algériens, à l'exception des individus ou des couches qui ont collaboré avec le colonialisme. Nous ferons trois remarques concernant cette classification:

La première est que le peuple est hiérarchisé. Le sens de la hiérarchie correspond au potentiel révolutionnaire décroissant de chaque niveau. Le niveau le plus révolutionnaire est celui de la paysannerie pauvre et le moins révolutionnaire est celui des notables liés à l'Administration coloniale qui ont participé au mouvement national,

La deuxième remarque est que l'appartenance au corps politique que constitue le peuple repose sur l'attitude vis à vis du mouvement national,

La troisième remarque est que cette conception du corps politique découle des nécessités de la lutte anti-coloniale qui visait à mobiliser toutes les énergies et toute la population.

Dans les faits, les responsabilités au sein du FLN étaient assumées en fonction de l'attachement à la cause nationale et non en fonction de l'appartenance à telle ou telle catégorie sociale. Le Programme de Tripoli est un discours idéologique qui cherche à diffuser une conception de la Révolution algérienne et de ses acteurs désincarnés. Il participe d'une tentative d'élaboration d'un projet politique dans lequel la légitimité serait révolutionnaire, puisant ses justifications dans des traditions authentiques de la paysannerie, autour de laquelle s'agrège le peuple. Cette fiction a l'avantage de justifier la prise du pouvoir au nom de la paysannerie pauvre, et ce pour écarter les prétendants au pouvoir qui seraient sociologiquement issus des centres urbains. L'idéalisation de la paysannerie pauvre et sa mythification s'expliquent par la compétition pour le pouvoir, sachant précisément qu'il est difficile à la paysannerie pauvre de donner naissance à une expression politique tant organique qu'idéologique. La paysannerie est idéalisée pour parler en son nom, pour prendre le pouvoir en son nom. Le schéma classificatoire du Programme de Tripoli qui est celui du populisme - ne peut pas expliquer, par exemple, que les harkis provenaient souvent de la paysannerie pauvre. Ce même texte reconnaît par ailleurs que la petite bourgeoisie a fourni des cadres politiques à la lutte de libération.

En 1962, le populisme est un héritage idéologique qui va servir dans la compétition pour le pouvoir. Le groupe qui prendra le pouvoir est celui qui exprimera le mieux son appartenance mythique à la paysannerie pauvre, dépositaire des traditions les plus révolutionnaires du mouvement national selon le Programme de Tripoli, Mais le groupe qui prend le pouvoir en 1962 identifiera le peuple tout entier à la paysannerie pauvre pour ne pas évoquer la hiérarchie

du Programme de Tripoli qui contient en germe, des divergences et donc des possibilités de conflit. Or le populisme algérien ne supporte pas le conflit politique qui suppose le pluralisme. En niant le conflit, le populisme algérien nie l'essence du politique, considérant que le peuple algérien n'est pas traversé par des divergences politiques.

Populisme et Néo-patrimonialisme

Dans la pratique, le populisme a produit deux effets. En niant le politique, il a gêné la construction étatique. En 1962, il s'est constitué comme le fondement idéologique du néo-patrimonialisme.

Comment le populisme a-t-il gêné la construction étatique? Pour répondre à cette question, il faudrait revenir à la notion d'Etat et aux conditions historiques de son apparition. L'Etat moderne est une construction historique contingente; il est une unité politique au sein de laquelle il n'existe pas de groupes politiques qui ne reconnaissent son autorité. Il a besoin de cette reconnaissance obtenue soit par la violence soit par le consentement pour sauvegarder l'unité de la collectivité politique dont il dessine les frontières. Mais à l'intérieur de toute collectivité politique, il y a des conflits: des conflits d'ordre économique, idéologique, culturel... existent entre les membres de cette collectivité. L'Etat moderne est la super-structure à travers laquelle les conflits à l'intérieur de la collectivité politique se résolvent sans porter atteinte à l'unité politique. L'Etat est, par ailleurs, le mécanisme de redistribution des pouvoirs à l'intérieur de la collectivité; pouvoir des régions, pouvoir des parlementaires de la presse, des syndicats, de la magistrature, etc. L'existence légale de ces pouvoirs découle de la permanence des conflits qui trouvent leur résolution dans une mécanique de contre-pouvoirs.

Si l'on accepte cette définition de l'Etat, on comprend alors que le populisme, en niant le conflit, ne peut mettre en oeuvre la construction étatique. Le populisme suppose que l'unité de la collectivité politique est une donnée structurelle puisqu'il n'existe pas de conflits, à l'exception des conflits provoqués par les alliés locaux des intérêts étrangers qui agissent par cupidité et égoïsme. Il n'y a donc pas besoin de redistribuer le pouvoir dans la collectivité. Au contraire il faudrait concentrer et centraliser tous les pouvoirs entre les mains des représentants de tout le peuple: pour renforcer la cohésion du peuple. C'est pourquoi le Chef de l'Etat doit être simultanément Chef du Gouvernement, du Parti de l'Armée, etc. Le populisme construit une-hiérarchie administrative qu'il appelle Etat. Ce faisant, il coupe le Pouvoir de la population, celui-ci poursuivant sa propre logique d'auto-conservation. Quand le pouvoir politique n'accepte pas de se redistribuer dans la société, il connaît inéluctablement la dérive néo-patrimoniale. Pour avancer dans la compréhension des phénomènes dont il est question, il faut définir la notion de néo-patrimonialisme Cette notion provient de ce que Max Weber a appelé le patrimonialisme qu'il a cru percevoir dans les anciennes monarchies de l'Europe du Bas Moyen-Âge, dans lesquelles le roi considère le royaume comme une extension de ses domaines privés. Dans les anciennes monarchies patrimoniales la frontière entre le domaine du roi et le domaine public est floue, comme est floue la frontière entre sa fortune privée et le budget de l'Etat. L'État occidental a pour ancêtre la monarchie patrimoniale, devenue entre-temps monarchie féodale dans laquelle le pouvoir des seigneurs contre-balançait celui du monarque, et qui a ensuite évolué au fur et à mesure que la société civile devenait indépendante du pouvoir quant à la production de ses moyens d'existence. Le régime patrimonial a libéré dans le temps, malgré lui, la dynamique de la construction étatique dans les pays du Tiers-Monde, nouvellement indépendants, les groupes politiques qui se sont emparés du pouvoir ne pouvaient déclarer compte-tenu des conditions historiques et,

idéologiques de leur évènement, que le pays était leurs patrimoines privés. Ils ne pouvaient pas être des régimes patrimoniaux comme l'ont été ceux du Bas Moyen-Âge européen. Ils se sont par contre investis d'une mission historique le développement économique et social ou encore le socialisme - qui les autorise à détenir le pouvoir jusqu'à l'accomplissement de la dite mission. C'est ce que S.M.Eisenstadt appelle le néo-patrimonialisme. Il correspond au populisme en ce que aucune alternative au pouvoir en place n'est envisagée.

Il est amplement justifié par les conditions historiques. Dans un pays qui venait de connaître une guerre populaire, dont la participation donnait le droit et la légitimité de diriger les affaires publiques à n'importe quel individu, il fallait que le centre politique soit investi et confisqué pour stabiliser le système politique et pour détruire les allégeances traditionnelles, survivances des anciens pouvoirs locaux et de l'irrédentisme régionaliste ou tribal. Les administrations d'Etat et du Parti devaient capter ces allégeances pour les mettre au service du centre dont la finalité était de créer une cohérence politique à l'intérieur de la collectivité. Le néo-patrimonialisme était supporté parce que la société était soucieuse de l'unité nationale dont il se portait garant. Il faudrait donc se garder, d'analyser le populisme et le néo-patrimonialisme comme des défauts des dirigeants. Il faut se rendre compte qu'ils ont été des nécessités historiques dépassant la volonté individuelle des uns et des autres.

D'une certaine manière, le FIS reproduit le populisme et projette d'établir un régime néo-patrimonial avec un autre personnel politique. Ce qui signifie que les fondements idéologiques du populisme et la pertinence politique du néo-patrimonialisme sont encore valides et opératoires dans la culture politique de l'Algérien moyen. Trente années d'indépendance n'ont pas modifié la perception politique et les représentations culturelles de la population. De ce point de vue, c'est là que réside l'échec du FLN, en tant que mouvement de libération nationale ayant eu comme objectif de détruire le système colonial et de moderniser la société.

Les contradictions du populisme

Le populisme est une idéologie de combat; il permet de faire resserrer les rangs dans la lutte contre un ennemi étranger, en faisant disparaître toutes les divergences. Dès que sa justification disparaît, il perd de sa pertinence et de son efficacité. En Algérie, il a été utilisé après l'indépendance pour légitimer le pouvoir en place, mais au fil des années, il devenait de moins en moins efficace à faire taire la contestation, jusqu'à octobre 1988. En démobilisant les différentes couches de la population à travers la caporalisation de leurs organisations sociales et professionnelles, en bloquant la reproduction; à travers l'exclusion des travailleurs de la scène politique officielle, en muselant la presse, en coupant le pouvoir de la population, en favorisant le clientélisme politico-administratif, en distribuant les postes politiques à un personnel servile et obséquieux, forcément incompetent, immoral et malhonnête, le populisme clochardise le pays entier et donne de l'Etat algérien une image très dégradée à l'étranger. Cependant, il convient de souligner que le populisme ne contient pas une intention machiavélique. Bien au contraire, l'intention dans le projet populiste est une intention généreuse, reposant sur cette naïveté qu'il est possible d'éviter le conflit politique dans une société donnée.

Dès 1962, l'Algérie avait opté pour une politique économique et sociale formellement populaire, devant à l'origine profiter aux paysans pauvres, aux travailleurs et aux couches sociales démunies. Le régime populiste a empêché jusqu'en 1987 que les fermes de la

colonisation ne tombent entre les mains du privé; il a suscité un large secteur public; il a créé une base industrielle non négligeable; il a empêché que la rente énergétique ne soit monopolisée par une bourgeoisie compradore; il a démocratisé l'accès à l'Université, etc... Mais d'un autre côté, en enserrant la société dans un étau bureaucratique, il a porté atteinte à tous ces acquis. Les fermes autogérées, alors que par le passé, enrichissaient les colons, sont devenues un fardeau pour le budget de l'État à cause de leur déficit, chronique. Le secteur public est devenu synonyme de gaspillage et d'inefficacité économique. La base industrielle créée n'arrive pas à amortir les investissements qui l'ont financée. Une part de plus en plus grande de la rente énergétique sert à payer les importations de biens alimentaires, ce qui signifie qu'elle est consommée improductivement. La démocratisation de l'Université s'est accompagnée d'un effondrement du niveau des études, etc... Sans oublier les difficultés quotidiennes de la population, la faiblesse du pouvoir d'achat des revenus fixes, la constitution de fortunes colossales, la crise du logement, du transport, de la culture, des loisirs, etc... Toutes ces crises, ne sont que les aspects des contradictions du populisme qui ont poussé les jeunes, et les moins jeunes à se soulever et à incendier et casser des édifices publics en octobre 1988.

Mais par quels mécanismes le régime populiste arrive-t-il à vider de son contenu la politique économique populaire et à dégrader l'économie? Prenons l'exemple de l'économie dans laquelle le populisme a fait des ravages. La logique économique est une logique conflictuelle. L'économie crée ce que les économistes appellent le produit net et les comptables la valeur-ajoutée. Le produit net se compose du salaire et du profit et il est le résultat de l'exploitation de la force de travail. Ce résultat est obtenu par la pression exercée sur les travailleurs dans le procès de travail. Les travailleurs résistent et négocient le volume du produit net en demandant une certaine part qui est le salaire. Mais cette résistance et cette négociation sont menées par des organisations syndicales qui sont légalement reconnues dans les pays capitalistes. En Algérie, le populisme, en niant la spécificité de la revendication ouvrière, refuse l'autonomie du syndicat ouvrier ; parce qu'elle porte atteinte à l'unanimité qui ne reconnaît pas la contradiction capital-travail dans la société algérienne. En refusant l'existence d'un syndicat ouvrier autonome, le populisme se prive du moyen d'exercer la pression sur les travailleurs pour accroître le produit net. La revendication ouvrière étant déclarée illégale, les travailleurs ne manifesteront pas de l'enthousiasme sur les lieux de travail. Des slogans sur des panneaux géants, posés dans les usines, dans les villes, repris à la radio, à la télévision, dans les journaux, implorant les travailleurs d'accroître la production et la productivité. Des réunions, des meetings, des conférences nationales... sont organisées pour accroître la production, réunions organisées souvent durant les heures de travail. À une loi économique, à un problème syndical, le populisme répond par la morale. Mais l'économie, c'est du donnant donnant, c'est l'échange marchand, et ce dernier ne fonctionne pas à la morale, fut-elle populiste ou révolutionnaire. L'ouvrier ne travaille que s'il y a une pression en contre-partie de laquelle il obtient un salaire qui lui permet de nourrir et loger sa famille. En économie, cette pression est exercée par la concurrence qui signifie conflit, contradictions, protestations, résistance, autant de notions auxquelles le populisme est allergique.

La conséquence de la conception morale de l'économie est le formidable déficit des entreprises d'Etat, évalué à 110 milliards DA en 1987. Il est évident que ce déficit est à l'origine du mécontentement social et de la perte du pouvoir de la monnaie. Si ce déficit n'est pas comblé, la situation sera intenable parce qu'il affaiblit le pouvoir d'achat des revenus fixes, alimente les fortunes colossales et aggrave le déficit de la balance commerciale.

Populisme et Démocratie

Cependant, l'expérience de démocratisation tentée depuis les émeutes d'octobre 1988 indique que le populisme n'a pas été défait en tant qu'idéologie politique. Comme si, désertant les sphères du pouvoir, il s'était réfugié dans l'opposition religieuse pour se perpétuer. En effet, le discours du FIS revendique implicitement le populisme du FLN, accusé de n'avoir pas tenu ses promesses dans la réalisation de la justice et de l'égalité sociales. La démocratie est accusée de diviser le corps social - le peuple - à travers des partis artificiels. La popularité du FIS laisse suggérer que l'Algérie était à la recherche d'un autre parti unique, composé de militants sincères et honnêtes et dont la sincérité et l'honnêteté seraient garanties par la crainte de Dieu.

Les soubresauts de la vie politique algérienne montrent que la démocratisation ne dépend pas uniquement du bon vouloir du Prince. Elle requiert nécessairement une culture civique imprégnant les relations sociales, outre une situation économique dans laquelle la lutte pour les moyens d'existence ne prennent pas une tournure désespérée pour les couches sociales démunies. Car la crise économique est un terreau favorable à la surenchère démagogique et à la perpétuation du populisme, de surcroît religieux, en l'absence d'une différenciation du politique et d'une sécularisation de l'espace social. Depuis octobre 1988; l'Algérie fait du surplace en matière de transformations économiques et sociales. Le régime issu de l'Indépendance est encore en place et la principale force d'opposition - les islamistes - développe un discours populiste en rupture avec les principes élémentaires de la liberté politique et de la citoyenneté. Il est vrai qu'en pays d'Islam, la modernité est à réinventer dans le respect de l'identité culturelle et du patrimoine hérité du passé.

Confronté aux effets de la paralysie de l'économie, le régime algérien a consenti donc à changer les institutions en introduisant le multipartisme qui, espérait-il, allègera les demandes que la population adresse à l'Etat. Tandis que la population conçoit la démocratie - et son corollaire le multipartisme - comme une plus grande prise en charge par l'Etat, le Pouvoir y voit le moyen de mettre fin à l'économie redistributive (soutien des prix de produits alimentaires importés, financement à perte des entreprises d'Etat...). Pour les uns, la démocratie signifie un plus grand engagement de l'Etat; pour le personnel du pouvoir, elle est un moyen de retirer l'Etat du champ économique au profit de la régulation par les lois du marché. Ce sont, en gros, ces deux conceptions de l'organisation politico-économique qui se sont affrontées de 1988 à 1992. Fort de son expérience au pouvoir et instruit par son échec en matière de développement, le personnel du pouvoir est attiré par le marché, dont il attend qu'il relance l'économie. A l'autre extrémité, les islamistes, forts de leur popularité, sont tentés de reproduire l'expérience du FLN, avec l'éthique religieuse en plus. Comme si les islamistes reprochaient au FLN de n'avoir pas su appliquer son propre programme. Ils promettent de le faire en s'appuyant, à cette fin, sur la Shari'a. D'où les reclassements et les recompositions des courants du bloc au pouvoir à la lumière de ce clivage. D'où aussi les appels de nombreuses personnalités du FLN (Belaïd Abdessalaim, Taleb Ahmed, A. Belkhadem...) à la base du FIS, à qui elles proposent une alliance au détriment de ce qu'elles appellent « les laïco-assimilationnistes ». Toute une fraction du FLN, du sommet à la base, réfractaire aux lois du marché et au multipartisme, est attirée par le populisme religieux des Islamistes dans lequel elle entrevoit l'idéologie politique.

Si la vie politique algérienne demeure dominée par le conflit entre un régime qui cherche à se maintenir au prix de changer de politique économique et sociale et des islamistes qui veulent

le faire partir pour appliquer la même politique économique, il est à craindre pour le futur de la démocratie. L'évolution de la confrontation est, cependant, telle que l'enjeu n'est plus la politique économique à suivre. En effet, l'annulation des élections législatives de décembre 1991 met en avant l'enjeu de la survie physique des protagonistes. C'est ce qui explique la tournure sanglante des événements. Enfermés dans leur culture populiste, les militaires et les islamistes ne se considèrent pas comme des adversaires appartenant au même champ politique, ils se considèrent mutuellement comme des ennemis, et donc indignes d'appartenir au peuple. Dès lors, le devoir de "purifier" le peuple est un devoir sacré.